

Reprimerisation sans industrialisation, une crise structurelle au Brésil

La profonde crise que le Brésil connaît depuis 2015 n'est pas seulement économique, mais également politique, et ce, pour trois raisons.

La première tient au mensonge originel de la campagne électorale en 2014. Dans le déni de la crise qui s'annonçait, Dilma Rousseff a construit sa campagne électorale sur une dénonciation virulente du néolibéralisme de son adversaire pour appliquer, dès son entrée en fonction pour son second mandat... la politique de son adversaire, sans même observer une parenthèse où elle aurait pu prendre quelques mesures correspondant à ses promesses. La seconde raison est la force de la crise

et de ses conséquences sociales. La troisième est la corruption révélée avec force par le scandale de la Pétrobras (dit du *lava.jato*), touchant l'ensemble des partis politiques et de hauts responsables de ces partis, dont quelques-uns du Parti des travailleurs (PT). La crédibilité politique et, au-delà, la légitimité de la présidente nouvellement réélue ont immédiatement et considérablement chuté. Cette crise politique provoque un déchirement à l'intérieur du PT, des difficultés croissantes pour maintenir une coalition permettant de gouverner et l'impossibilité de dégager des majorités dans les chambres, qui rend peu cohérentes les décisions prises, quelle que soit leur orientation. À un déficit de légitimité s'ajoute ainsi un déficit de rationalité. Finalement, les mesures libérales décidées perdent de leur cohérence, aggravant une crise qu'elles engendrent. Au Brésil, la crise est donc à la fois économique et politique, l'une entretenant l'autre, et vice versa. Il s'agit d'une crise structurelle pouvant dégénérer en crise institutionnelle.

Au début du second mandat de Dilma Rousseff, la nomination d'un banquier au poste clé de l'Économie aurait pu ne pas être désavouée par son adversaire, tant son programme obéissait aux canons du néolibéralisme. La hausse du taux d'intérêt (Selic) – « justifiée » pour contenir l'inflation, alors que son accélération n'était pas due à un excès de la demande mais découlait des hausses intempestives des prix des services publics et de l'inflation importée suite à la méga

dépréciation du taux de change – a enrichi les banquiers, eu peu d'effet sur la hausse des prix, alourdi le déficit budgétaire, et précipité l'extension d'une crise économique à une grande crise politique et sociale. Les dépenses publiques, autres que celle mises au service grandissant de la dette interne, ont été revues à la baisse ; les recettes, elles, ont continué à baisser suite à l'aggravation de la crise, malgré de nouveaux impôts annoncés. Finalement, le déficit budgétaire s'est... accru au lieu de baisser comme promis.

Le gouvernement souffre à la fois d'un déficit de légitimité et d'un déficit de rationalité, au sens d'Habermas, l'un entretenant l'autre. Le déficit de rationalité se traduit par l'incapacité de mener une politique économique cohérente quelle qu'elle soit. Plusieurs mesures n'ont pu être mises en œuvre alors que la logique néolibérale l'imposait, soit à cause d'une majorité introuvable, soit parce que Dilma Rousseff s'opposait, louvoyait face à la gronde au sein de son parti et au désaveu populaire grandissant. Ainsi, si l'augmentation du salaire minimum a été plus élevée que ne l'aurait souhaité son ministre, une mesure de désindexation des retraites par rapport au salaire minimum, fût-elle partielle, souhaitée par le courant néolibéral, aurait permis d'abaisser drastiquement le montant des retraites, réduisant ainsi un déficit budgétaire devenu gigantesque. Jeux de pas hésitants, allers et retours partiels n'ont provoqué

que des mécontentements et n'ont pas eu les effets attendus. C'est en ce sens que le Brésil souffre d'un déficit de rationalité dans sa politique néolibérale, même si aujourd'hui, depuis mars 2016, on observe une augmentation des exportations – le retour des excédents de la balance commerciale étant produit par l'accroissement des exportations, alors que tout au long de l'année 2015 il l'était par une réduction des exportations moins importante que celle des importations – et, depuis avril 2016, un ralentissement de la hausse des prix, probablement dû à une légère réappréciation de la monnaie nationale et à la chute de la demande provoquée par l'augmentation du chômage et l'évolution défavorable des revenus des salariés.

I. Une crise annoncée mais longtemps niée

La hausse du cours des matières premières et l'augmentation des volumes exportés ont modifié la contrainte externe. Celle-ci pèse désormais moins que par le passé. Ce nouveau contexte est connu sous le nom de « vent arrière ». Ce « vent arrière » a favorisé : 1/ une croissance plus élevée que dans les années 1990 ; 2/ une désindustrialisation ; 3/ une insertion dans la division internationale du travail portant sur des produits à intensité technologique de plus en plus faible (à l'exception de quelques secteurs comme l'aéronautique), conduisant à un déficit de la balance commerciale des produits industriels depuis 2008, qui s'est rapidement transformé en un gouffre que parvenait de moins en

moins à combler l'excédent provenant de la vente de matières premières ; 4/ enfin, un déphasage, dans l'industrie, entre la demande et l'offre de main d'œuvre, les demandes de travail qualifié des entreprises baissant relativement alors même que les offres de travail qualifié augmentaient grâce aux efforts faits en matière d'éducation (allongement du nombre d'années de scolarité).

Ce « vent arrière » a permis à la fois une augmentation conséquente du salaire minimum et des salaires de manière générale, mais aussi un accroissement important des politiques sociales, ce qui est positif ; et c'est ce que cherche à remettre en question l'opposition dans ses tentatives de destituer la présidente. Mais ce « vent arrière » a aussi favorisé des comportements plus ou moins opportunistes de la part des différents gouvernements, comportements qui se paient aujourd'hui par une profonde crise économique. Les gouvernements de Lula I et II et de Dilma I n'ont pas procédé à des réformes structurelles comme celle visant à construire un système fiscal progressif, évitant ainsi des conflits politiques difficiles à gérer. Ils ont par contre mis en place une politique économique resserrant les revenus de 95% de la population, en diminuant fortement la pauvreté grâce à une augmentation sensible du salaire minimum et un renforcement de la politique sociale, tout en laissant croître la part des 5% les plus riches dans le revenu national, contrairement aux discours officiels.

La politique en faveur des catégories pauvres et modestes a été rendue possible par le boom des matières premières et l'entrée importante de capitaux qui, desserrant la contrainte externe, ont permis que l'accroissement de la demande soit satisfaite par un essor des importations de produits manufacturés, la production nationale ne pouvant la satisfaire. Le ralentissement économique, puis la crise, étaient inscrits dans le régime de croissance centré sur la reprimarisation de l'économie et l'entrée de capitaux. La chute du cours des matières premières n'a fait alors que précipiter une crise latente. L'opportunisme des gouvernements a été de croire que « ce qui avait marché » pouvait durer et qu'il n'était pas nécessaire de s'exposer à des conflits de classes en préparant l'avenir.

1/ Lorsqu'on compare la croissance obtenue lors de la dernière année des mandats successifs de Cardoso et de Lula, on observe qu'avec Cardoso elle est plus faible (de 0,3% en 1998 à 3,1% en 2002) que sous Lula (de 4% en 2006 à 7,5% en 2010), selon l'IBGE. Le taux de chômage est également plus élevé avec Cardoso. Cependant, à l'exception de 2009 (année de crise), la croissance est modérément élevée de 2004 à 2011, puis suivie d'un ralentissement prononcé à partir de 2012 et d'une crise ouverte en 2015. Le taux d'investissement est modeste, autour de 20% du PIB, et baisse fortement en 2015 (18,2%).

En 2015, le PIB par tête baisse de 4,6%. Cependant,

dans une crise, toutes les catégories sociales ne souffrent pas avec la même intensité, bien au contraire. La dispersion autour de la moyenne s'accroît en période de crise, ce qui veut dire, en termes clairs, que ceux qui souffrent le plus d'une crise sont ceux dont les revenus sont les plus modestes et qu'il arrive que les plus riches parmi les riches puissent, au contraire, connaître une amélioration absolue et relative de leurs revenus. En toute logique, les inégalités et la pauvreté s'accroissent, et dès lors, un des acquis de la période Lula, la baisse de la pauvreté, est fortement remis en question.¹

2. Une désindustrialisation précoce

La croissance plus élevée s'opère au détriment de l'industrie. La production industrielle stagne – au début de 2014 elle retrouve son niveau de 2002 – et s'effondre avec la crise.²

Passé un certain stade de développement, il est habituel de constater une baisse relative de la part du secteur industriel dans le PIB au profit des services, sans que pour autant il y ait nécessairement désindustrialisation. Le terme de désindustrialisation est en général réservé à une baisse absolue de la valeur ajoutée de l'industrie et/

(1) Voir **Tableau 1** : Croissance du PIB par habitant de 1991 à 1999 en termes réels en %, et **Tableau 2** : Croissance en du PIB et du PIB par tête, de 2000 à 2015, en termes réels en %.

(2) Voir **Figure 1** : Évolution de la production industrielle, base 2002 = 100, de 2002 à janvier 2016.

ou à une réduction relative du poids de l'industrie nationale dans l'industrie mondiale en économie ouverte. En Amérique latine, ce phénomène a tendance à intervenir beaucoup plus tôt que dans les pays avancés, d'où le recours au qualificatif « précoce », utilisé lorsque le revenu par tête au début du processus de désindustrialisation correspond à la moitié de celui des pays avancés au moment où il débute. La part de l'industrie de transformation brésilienne dans l'industrie de transformation mondiale (en valeur ajoutée) est de 1,8% en 2005 puis de 1,7% en 2011, après avoir été de 2,7% en 1980, selon la banque de données 2013 de l'UNCTAD. Selon la même source, en Chine, cette part était de 9,9% en 2005 et de 16,9% en 2011. Elle baisse donc relativement au Brésil alors qu'elle augmente fortement en Chine. Les exportations de produits manufacturés régressent en termes relatifs au Brésil, passant de 53% de la valeur des exportations en 2005 à 35% en 2012, au profit des exportations de matières premières agricoles et minières, et ce n'est que depuis février 2016 qu'elle croît à nouveau, suite à la forte dévaluation et à la chute du cours des matières premières.

Au Brésil, au-delà du succès de quelques secteurs industriels comme l'aéronautique, l'automobile dans une certaine mesure, et l'industrie pétrolière, la désindustrialisation se développe dès les années 1990 et s'accroît dans les années 2000, avec une perte relative de la compétitivité de l'industrie de transformation

à laquelle s'ajoutent des infrastructures de transport déficientes (chemins de fer, installations portuaires et aéroportuaires, routes) et des capacités énergétiques insuffisantes.

La compétitivité de l'industrie dépend fondamentalement de trois variables et de leurs évolutions : le taux de change réel du réal par rapport au dollar, le taux de salaire et la productivité du travail. Réunies, ces trois variables mesurent le coût unitaire du travail et son évolution. Les données moyennes ne sont pas toujours pertinentes mais ce sont le plus souvent celles dont on dispose. La dispersion autour de la moyenne est particulièrement élevée dans les économies semi-industrialisées comme l'est celle du Brésil : c'est dire que les niveaux de productivité sont très différents selon les secteurs et au sein des secteurs eux-mêmes, ainsi que le sont les salaires selon la taille des entreprises, et l'informalité ou non des emplois à qualification équivalente. Le taux de change influe surtout sur les secteurs exposés, mais différemment selon que la part des importations est plus ou moins importante dans la production d'une marchandise. Quoi qu'il en soit, sur une longue période, le taux de change a été fortement apprécié, le coût de la main d'œuvre s'est beaucoup accru, surtout celui de la main d'œuvre peu qualifiée, et la productivité du travail a très peu augmenté, surtout dans l'industrie où elle est passée de l'indice 100 en mars 2002 à un

pic de 115,3 en septembre 2013 pour chuter à 105,6 en décembre 2015 (IBGE, désaisonnalisé). L'ensemble de ces évolutions joue en défaveur de la compétitivité, favorise une désindustrialisation via une baisse de la rentabilité dans le secteur exposé à la concurrence internationale et constitue *in fine* un indicateur de crise potentielle. L'appréciation de la monnaie par rapport au dollar est générale en Amérique latine dans les années 2000 sur des périodes assez longues. Elle est particulièrement élevée au Brésil. En raison de l'appréciation du taux de change et de la hausse des salaires réels en monnaie nationale dans les années 2000, les salaires exprimés en dollars augmentent encore plus rapidement et grèvent la compétitivité du pays. Ainsi, selon le rapport économique de l'OCDE sur le Brésil de 2013, les salaires réels en dollars au Brésil passent de 4,35 dollars en 2000 à 8,44 dollars en 2006 et à 11,65 dollars en 2011. Comparativement, le salaire réel est de 6,48 dollars au Mexique et de 9,34 dollars à Taïwan en 2011.³

Au Brésil, l'appréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar, la forte hausse des salaires et la très faible progression de la productivité du travail (27%, soit 2,2% en moyenne annuelle entre 2002 et 2012), ont conduit à une augmentation du coût unitaire du travail exprimé en dollars, de 158% toujours entre 2002 et 2012 dans l'ensemble de l'économie, selon BBVA *Research* (document

(3) Voir Figure 2 : Taux de change réel par rapport au dollar, plusieurs pays, 1990-2010.

de travail 14/10, mars 2014). En ce qui concerne l'industrie de transformation, les prix des importations des biens de consommation, des biens intermédiaires et des biens d'équipement augmentent moins rapidement que le coût unitaire du travail en raison d'une très faible augmentation de la productivité du travail.⁴

Il aurait été possible de privilégier le marché intérieur grâce à une redistribution des revenus. Celle-ci ayant fait défaut, l'essor du marché intérieur en a été entravé. L'économie du Brésil s'est en effet reprimarisée, le poids des exportations de produits primaires s'étant fortement accru. La hausse soutenue du salaire minimum et la baisse du chômage dans la première décennie du XXI^e siècle ont fortement participé à la baisse de la pauvreté, ce qui, d'un point de vue politique, est à mettre à l'actif des gouvernements Lula 1 et 2, et Dilma 1 ; mais en l'absence d'une hausse de la productivité du travail conséquente et d'une politique de change visant à favoriser les exportations plutôt que les importations, cette hausse des salaires s'est traduite par une forte augmentation des importations, et ce, d'autant plus que les produits étaient plus sophistiqués, au détriment d'une production locale. Le « *wage led* », au lieu

(4) Voir **Tableau 3** : Taux de croissance du salaire minimum en termes réels, 2000-2014, **Figure 3** : Productivité et salaires réels dans l'industrie de transformation, en monnaie nationale, **Figure 4** : Prix des biens importés et coût unitaire du travail, 2004 = 100.

de stimuler le marché interne, a ainsi conduit à un déficit de plus en plus important de la balance commerciale des produits de l'industrie de transformation de 2008 à 2014 et à des difficultés croissantes pour exporter des produits industriels plus ou moins sophistiqués, comme le souligne l'ensemble des publications de l'IEDI. Ce n'est qu'à partir de 2014 que le déficit se réduit, d'abord par une baisse des importations supérieure à celle des exportations, ensuite par une hausse des exportations, suite aux maxi dépréciations de la monnaie nationale.⁵

Le parcours économique brésilien enseigne que le marché intérieur n'est pas indépendant du marché extérieur, et qu'à moins de préconiser l'autarcie économique, dans un monde de plus en plus globalisé, les contraintes de compétitivité s'imposent plus ou moins fortement. Le marché intérieur ne peut être pensé sans que soit considéré le mode d'insertion de l'économie nationale dans l'économie mondiale. S'insérer par les produits de rente est périlleux. Les comportements rentiers prédominants ne laissent pas ou peu de possibilités de réagir en cas de retournement des rentes. Sans être la seule, la véritable richesse vient du travail et de son exploitation. C'est d'ailleurs ce qui fonde la différence entre l'entrepreneur schumpétérien

(5) Voir **Figure 5** : Industrie de transformation, exportations nettes selon l'intensité technologique et solde de la balance commerciale de cette industrie, 1999-2016.

et le rentier. S'insérer dans la division internationale du travail de manière dynamique, à savoir, sur des produits à fort potentiel de croissance, passe par une intervention de l'État, un protectionnisme temporaire et sélectif, un refus de soumission aveugle aux lois du marché.

II. La crise économique et le déficit de rationalité alimenté par le déficit de légitimité

Marché intérieur et marché extérieur sont liés, dépendants l'un de l'autre *via* une intervention de l'État. Il eût été important que la manne des matières premières favorisât une remise en question de la logique des économies rentières. Il eût également été important qu'il y eût une politique active visant à neutraliser l'appréciation de la monnaie et à mettre en œuvre une réforme fiscale permettant de réduire les inégalités de revenus, d'améliorer le pouvoir d'achat de la population pauvre, vulnérable, ainsi que celle des couches moyennes basses (émergentes), et de financer des services publics de qualité (éducation, santé...). Il eût enfin été important qu'une politique industrielle active de l'État visât à aider des secteurs de pointe, alors que celle qui est pratiquée vise davantage à aider les secteurs exportateurs de matières premières ou à rechercher des clientèles. Inscrite dans l'alourdissement du coût unitaire du travail, la crise vient de loin. On peut le constater en analysant *la rentabilité des entreprises*. Celle-

*ci baisse bien avant celle du cours des matières premières, surtout dans le secteur de l'industrie de transformation.*⁶

La crise actuelle traduit l'épuisement d'un régime de croissance rentier lié à la reprimarisation et à la financiarisation de l'économie, et l'incapacité politique de profiter de cette phase de *bonanza* pour mener des politiques qui auraient pu préparer un autre avenir. Elle est la conséquence de l'absence de réformes structurelles visant à mettre en place un système fiscal qui ne soit pas régressif et une politique industrielle moins clientéliste. De telles réformes auraient impliqué des conflits que les premiers gouvernements Lula et Dilma n'étaient pas prêts à assumer. Si des mesures adéquates n'ont pas été prises plus tôt, c'est parce qu'elles auraient suscité de puissants conflits d'intérêts. La politique vis-à-vis du taux de change avait ses lobbies, ceux qui refusaient de procéder à une véritable réforme fiscale avaient les leurs – plus ou moins les mêmes –, etc. La disparition (temporaire) de la contrainte externe dans les années 2000 a rendu moins urgente la nécessité de ces réformes structurelles ; elle a permis de contourner provisoirement les contradictions et de rendre possible à la fois la diminution de la pauvreté et la multiplication des milliardaires. Mais elle se paie aujourd'hui. L'épuisement du régime de croissance basé sur la reprimarisation et la financiarisation témoigne

(6) Voir **Figure 6** : Taux de rentabilité sur patrimoine net.

des limites du progressisme et de la nécessité d'une politique de gauche qui ne se réduise pas à une simple redistribution permise par l'allègement de la contrainte externe.

Elle se paie aujourd'hui à un prix élevé dans le monde du travail. Selon DIEESE, suite aux négociations salariales, les salaires réels auraient augmenté en moyenne de 0,23% en 2015 contre 1,66% en 2010. Lorsqu'on décompose ces données, on constate que dans l'industrie, 45% des augmentations se situent au-delà de la hausse des prix (87,7% en 2010), 36% sont équivalentes (7,8% en 2010) à celle-ci et 19% (4,5% en 2010) sont en deçà, les données étant légèrement meilleures dans les secteurs du commerce et des services. On pourrait penser que tout compte fait, compte tenu de l'ampleur de la crise, ces évolutions ne sont pas catastrophiques. Ce serait une erreur. Le chômage a en effet fortement augmenté. Il s'élève à 9,5% de la population active en janvier 2016. Selon l'IBGE, le chômage s'est accru de 43,2% entre novembre 2014-janvier 2015 et novembre 2015-janvier 2016, de sorte que le revenu réel moyen a chuté de 2,4%, les revenus baissant de 3,1% entre les mêmes dates. Cette baisse des revenus affecte plus particulièrement les plus instruits et les plus jeunes. La création nette d'emplois formels chute, plus particulièrement dans l'industrie de transformation, dans la construction civile et, dès 2016, dans les services et le commerce. Selon les enquêtes de la PNAD,

le pourcentage des emplois formels baisse dans les emplois totaux – passant de 39,2% à la fin de l’année 2013 à 38,4% en novembre 2015 –, après avoir connu une réduction lors des dix années précédant l’avènement de la crise. La précarité des emplois créés augmente, même si l’on observe une réduction du taux de *turn over*.

La politique d’austérité mise en place dès le début du second mandat a précipité la crise. Le déficit primaire du budget, calculé avant paiement des intérêts, s’est accru dès 2014, suite aux effets de la baisse du PIB par tête en 2014 sur la collecte des recettes publiques. Il a fortement augmenté en 2015, pour deux raisons : la chute continue des recettes publiques, la crise s’approfondissant et la quasi impossibilité de diminuer sensiblement les dépenses publiques, les trois quarts d’entre elles ne pouvant être effectuées sans une modification de la loi. Il s’élève à 2,11% du PIB en février 2016, rendant caduc l’objectif du gouvernement de le réduire sensiblement. Le vrai déficit budgétaire s’élève en février 2016 à 10,75% du PIB. Il s’est démesurément accru avec la décision prise d’augmenter sensiblement le taux d’intérêt (SELIC) auquel le gouvernement emprunte pour financer son déficit. La part du service de la dette dans le budget de l’Union augmente alors fortement. Le paiement des intérêts s’élèvent à 8,64% du PIB en février 2016 (contre 5,5% en 2014 et... 2,3% au Mexique en 2015), en très légère

baisse par rapport à janvier 2016, grâce à une légère réappréciation du réal par rapport au dollar, affectant la valeur du versement des intérêts pour les bons souscrits de l'étranger.⁷

En réalité, ces données sous-estiment l'ampleur du déficit, pourtant déjà considérable. Il faudrait en fait également prendre en compte l'amortissement de la dette publique, ce qui n'est pas fait, au prétexte qu'il s'agirait d'une dépense de capital et non d'un flux. Si l'on tient compte de ces amortissements, le service de la dette publique correspondrait à 45,11% de l'ensemble des dépenses publiques de l'Union en 2014 – avant la hausse des taux d'intérêt –, soit plus du double de celles consacrées au paiement des F (21,73%), selon Senado Federal-sistema Siga Brasil (élaboration : Cidadada da divida, M.L. Fattorrelli et R. Avila).

Quoi qu'il en soit, si l'on tient compte des seuls intérêts versés, ceux-ci représentent 8,64% du PIB en février 2016, soit un pourcentage supérieur à celui des retraites, 8% du PIB, et donc deux points de moins que le déficit budgétaire. Aussi la solution pourrait-elle être relativement simple : soit supprimer les retraites ou, solution moins radicale, alléger fortement leur poids dans le PIB et dans le budget, soit opérer l'« euthanasie des rentiers » en supprimant le versement des intérêts ou, moins radicalement, en diminuant fortement

(7) Voir **Figure 7** : Déficit (excédent) budgétaire primaire, Déficit budgétaire et Taux d'intérêts en % du PIB.

les taux d'intérêt. Comme il apparaît, dans l'état actuel du rapport de force et de la crise, qu'il n'est guère possible d'envisager une réduction du taux d'intérêt Selic, malgré son inefficacité prouvée, ni un gel, voire une « euthanasie » des rentiers, préconisée en son temps par Keynes, fût-elle provisoire, il reste la possibilité de diminuer le poids du second poste du budget, à savoir, les retraites. C'est celle-ci qui a été choisie.

Le rêve des néolibéraux est d'instrumentaliser la chasse aux fraudeurs pour 1/ aller le plus loin possible dans l'allongement de la période active, avec des arguments relativement crédibles tant il est vrai que, comparé aux autres pays, l'âge du départ à la retraite était relativement avantageux (58 ans contre 64,2 ans en moyenne dans les pays de l'OCDE) et que le poids des retraites dans le PIB était équivalent à celui du Japon alors que la pyramide des âges est différente, le ratio actifs/inactifs étant supérieur au Brésil ; 2/ diminuer les possibilités d'accéder aux prestations sans avoir contribué pour des populations pauvres, ce qui aurait immédiatement des effets négatifs sur la pauvreté ; 3/ diminuer les retraites de réversion ; et surtout 4/ désindexer les retraites par rapport au salaire minimum, ce dernier pouvant aussi être désindexé par rapport à l'évolution des prix (et de la croissance du PIB), ce qui ne serait pas sans conséquence sur la pauvreté. Dans l'état actuel du contexte politique, cette dernière mesure n'est heureusement pas possible.

Conclusion

Il est urgent de sortir des « sentiers battus » (le fameux « *there are no alternative* » de Thatcher) et d'imaginer des solutions nouvelles qui soient en même temps des solutions à la crise. Mais pour les imaginer, encore faut-il ne pas se tenir dans le déni, et mesurer à la fois l'ampleur de la crise économique et ses causes profondes. Parmi les nombreuses mesures qui pourraient être prises par un gouvernement se situant à gauche, deux doivent être retenues :

1/ Limitation des taux d'intérêt. À défaut d'une « euthanasie des rentiers », *vote d'une loi limitant l'emprise croissante du service de la dette interne dans les dépenses budgétaires*. Cette loi permettrait d'éviter ses effets dévastateurs sur les autres postes de la dépense publique lorsque, à dépense publique constante, les dépenses consacrées au service de la dette interne enflent démesurément suite aux taux d'intérêt extrêmement élevés. Pour cela, il faudrait fixer une limite au service de la dette dans les dépenses publiques, un peu comme les Nord-Américains le font avec la contrainte législative de réduire les dépenses lorsque les recettes baissent. C'est ce qui fut décidé sous la présidence Reagan aux États-Unis avec la loi Gramm-Rudman-Holings en 1985...

2/ Nécessité de procéder à une réforme fiscale en profondeur, qui ne se limite donc pas à quelques

hausse d'impôt. Le système fiscal est régressif, favorisant les impôts indirects sur les impôts directs, exemptant les dividendes depuis 1995, source d'enrichissement des plus riches. 0,01% des plus riches perçoivent un revenu équivalant à 964,5 fois le revenu moyen, ce qui correspond à 4,8% du revenu total, et 1% des plus riches ont un revenu qui correspond à 26,6% de ce revenu global en 2013. Une réforme en profondeur permettrait d'aller vers un système fiscal progressif et pourrait dynamiser le marché intérieur. Évidemment, une telle réforme suppose qu'on assume le conflit que sa mise en place entraînerait... En ce sens, ces réformes structurelles ne sont pas seulement techniques, elles sont aussi et surtout politiques.

La crise actuelle au Brésil est également révélatrice des limites d'un régime de croissance qui, tout en négligeant l'industrie au profit d'activités primaires, favorise la redistribution des revenus vis-à-vis des catégories les plus pauvres. Elle ouvre un débat sur la différence entre une politique progressiste et une politique de gauche. Facilitée par le « vent arrière », la politique progressiste suivie jusqu'à l'avènement de la crise a pu rendre compatible l'enrichissement des plus riches avec la diminution de la pauvreté. Évidemment, cela vaut mieux qu'un gouvernement qui favoriserait les seuls riches. « De gauche » peut signifier quelque chose de plus, en rappelant que la richesse vient en grande partie du travail et donc de la

production, que les classes et groupes sociaux se définissent avant tout par leur positionnement par rapport aux rapports de production et non par des tranches de revenus. Vieux débat chassé par la porte et qui... revient par la fenêtre.

La crise est politique. La corruption qui mine l'ensemble des partis est aujourd'hui refusée par la base, la population. C'est un phénomène très important, qu'on peut observer dans presque tous les pays latino-américains. La corruption n'est plus considérée comme une fatalité, voire un accommodement avec les législations trop lourdes, la multiplicité des partis et la difficulté de construire des coalitions durables pour gouverner. C'est un fait positif. La corruption est d'autant plus rejetée que la crise économique est présente, qu'elle a un coût social de plus en plus insupportable. Mais elle est aussi *instrumentalisée* par l'opposition qui, bénéficiant de l'appui des principaux moyens de communication, ne rêve que d'une chose : marginaliser le PT et revenir au pouvoir. De ce point de vue, *elle s'apparente à une tentative de « coup d'État médiatico-juridique »*. Se concentrer sur la défense des intérêts économiques (salaires, retraites, indexation, limitation du service de la dette...) tout en dénonçant les manœuvres politiciennes de l'opposition et sa pratique également corruptive, c'est résister à la montée du néolibéralisme et à ses conséquences néfastes pour le monde du travail.

Bibliographie :

Voir les références aux données statistiques dans le texte. Nous nous limiterons ici à un article récent où l'on pourra trouver une bibliographie abondante : Pierre Salama (2015) : « Argentina, Brasil, México entran en la tormenta. ¿Quo vadis América Latina? », Herramienta, web, publié en français sur le site de la FMSH comme *working paper* : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP/halshs-01169987>.

Tableau 1
Croissance du PIB par habitant de 1991 à 1999 en termes réels en %

1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
-0,6	-1,8	3	4,7	2,7	1,1	1,7	-1,2	-0,3

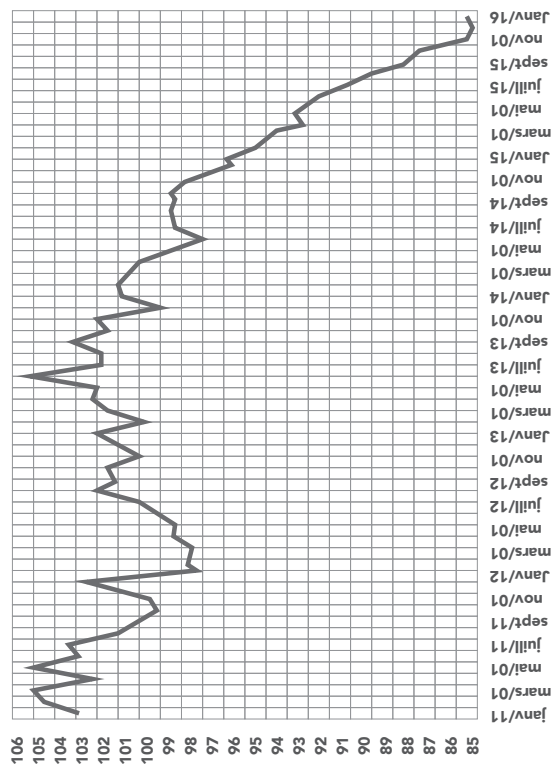
Source : Cepal : *Balance preliminar de las economias de America Latina y el Caribe*, dollars à prix constant de 1995.

Tableau 2
Croissance du PIB et du PIB par tête, de 2000 à 2015, en termes réels en %

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB	4,4	1,4	3,1	1,1	5,8	3,2	4	6,1	5,1	-0,1	7,5	3,9	1,9	3	0,1	-3,8
PIB/t	2,8	0	1,7	-0,2	4,4	2	2,8	4,9	4	-1,2	6,5	2,9	1	2,1	-0,8	-4,6

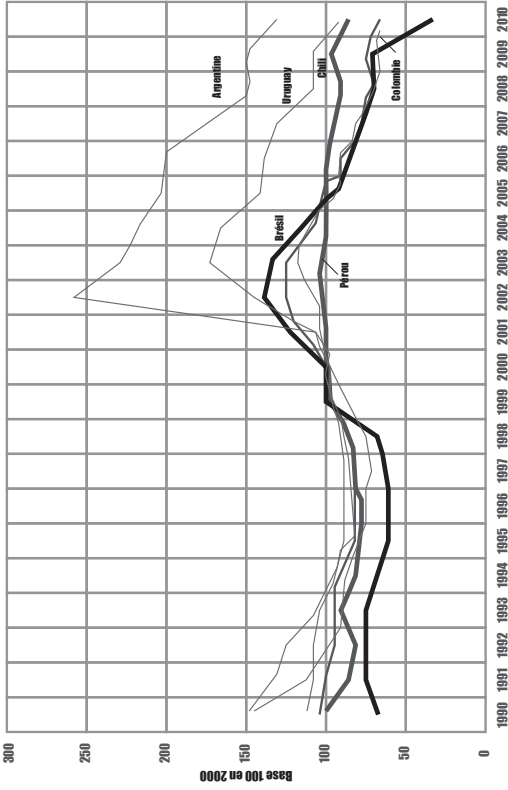
Source : BACEN, IBGE.

Figure 1
Évolution de la production industrielle, base 2002 = 100, de 2002 à janvier 2016



Source : Carta IEDI, n° 722, 2016, à partir de l'IBGE, enquête mensuelle, corrigé des variations saisonnières.

Figure 2
Taux de change réel par rapport au dollar, plusieurs pays, 1990-2010



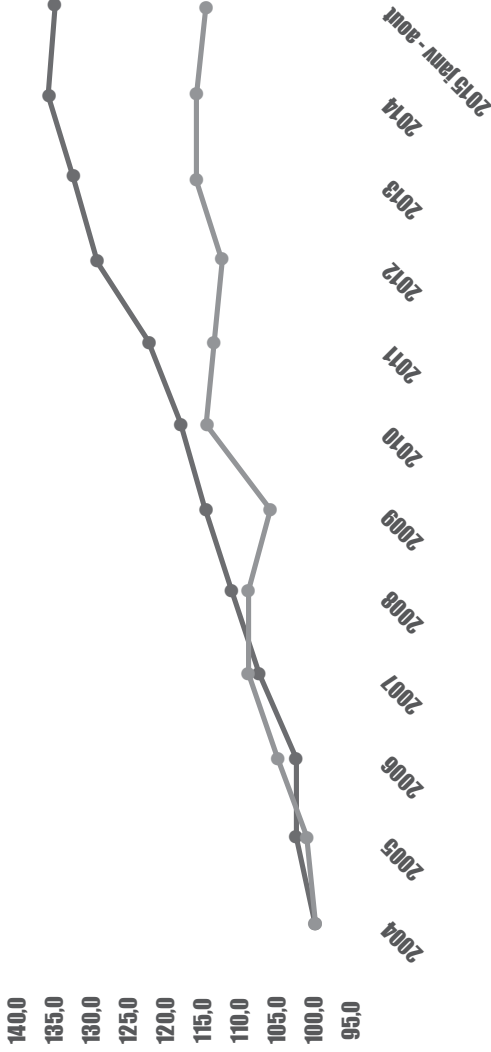
Source : Frenkel et Rapett (2011) : « La principal amenaza de América Latina en la próxima década: fragilidad externa o primarización? », Working paper, *CEDES* (p. 20, 1-30), p. 15. Afin de faciliter la lecture du graphique, rappelons qu'une courbe décroissante signifie une appréciation de la monnaie nationale. Les taux de change sont exprimés en termes réels afin de tenir compte des différentiels d'inflation avec les États-Unis.

Tableau 3
Taux de croissance du salaire minimum en termes réels, 2000-2014

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
5,5	8,9	-3,2	8,7	2,1	9,8	13,5	3,2	2,6	7,6	3	0,7	7,5	3	1	1

Source : IBGE, Ministério do Planejamento. NB : Selon la loi, le salaire minimum est indexé sur les taux d'inflation de l'année écoulée et sur les taux de croissance du PIB des deux dernières années.

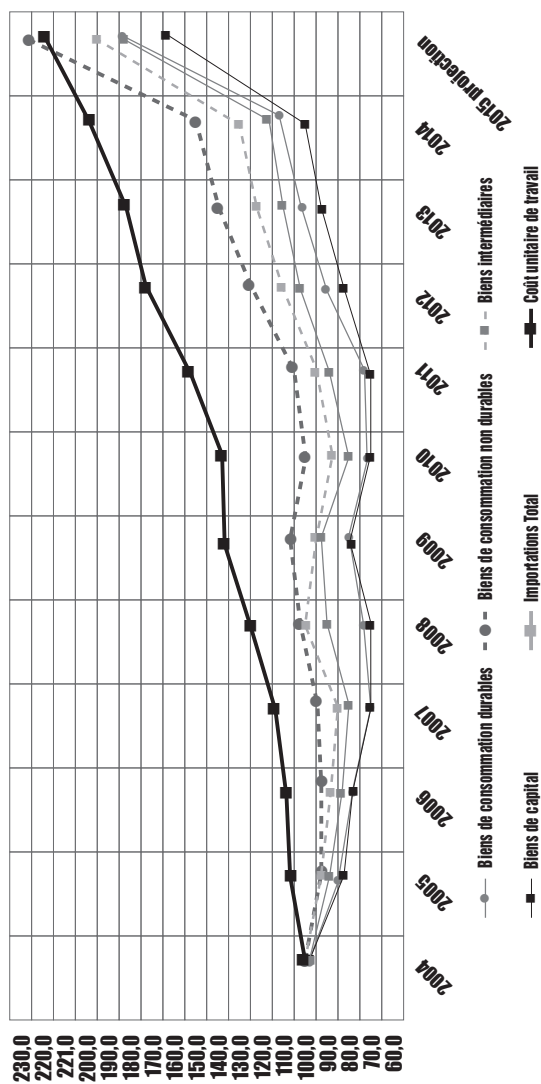
Figure 3
Productivité et salaires réels dans l'industrie transformation, en monnaie nationale



En gris foncé : salaire réel par travailleur ; en gris clair : productivité du travail.

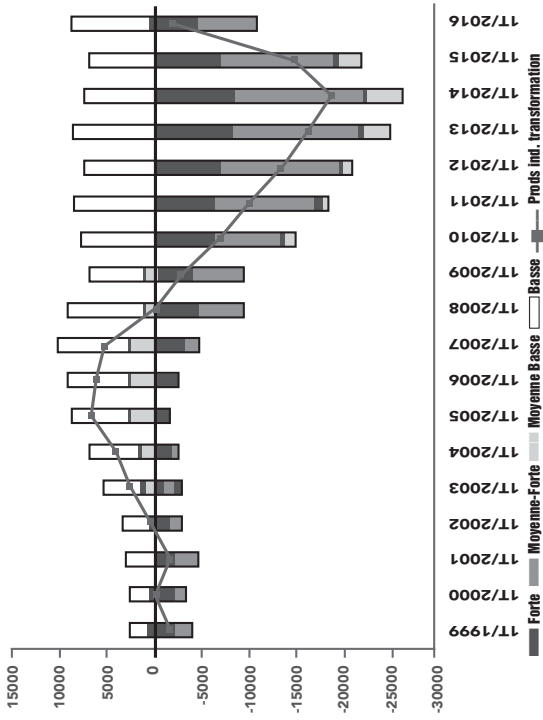
Source : CEMEC, note 08/2015.

Figure 4
Prix des biens importés et coût unitaire du travail, 2004 = 100



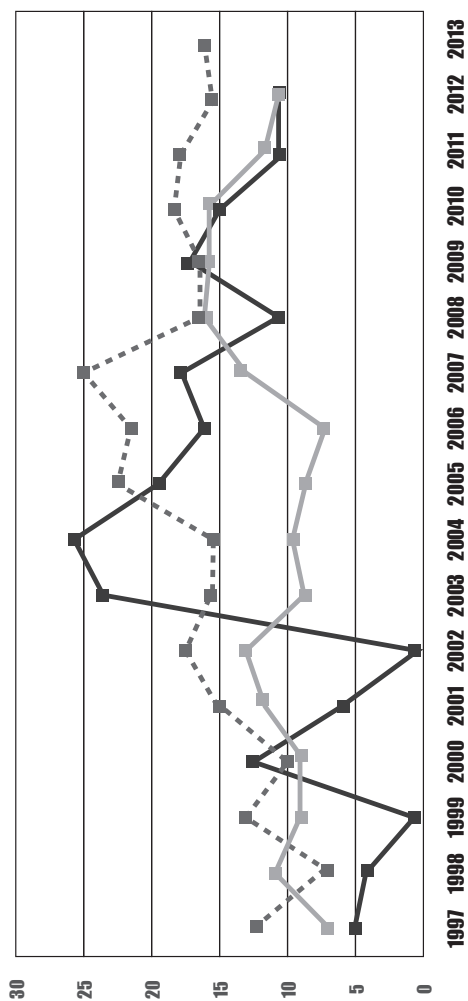
Source : FUNCEX, BACEN, élaboration CEMEC.

Figure 5
Industrie de transformation, exportations nettes selon l'intensité technologique et solde de la balance commerciale de cette industrie, 1999-2016



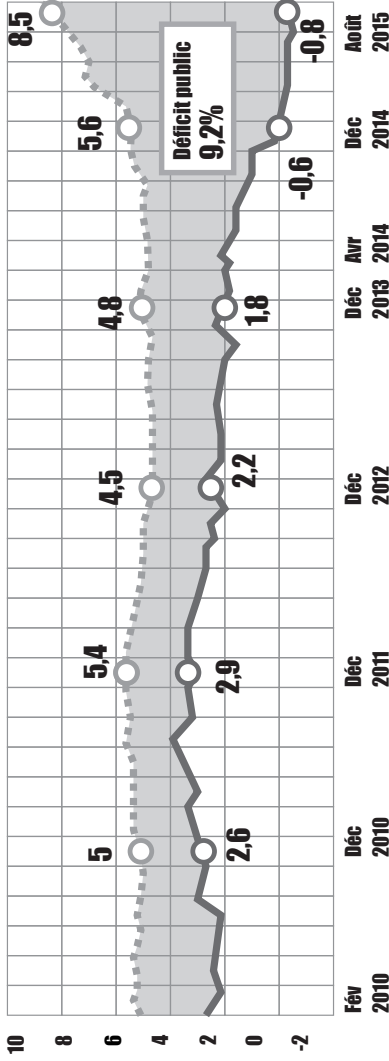
Source : SECEX/ALICE : Elaboration propre basée sur la taxonomie de la OCDE/STANdatabase

Figure 6
Taux de rentabilité sur patrimoine net



En gris foncé : industrie de transformation ; en pointillé : secteur financier ;
en gris clair : les cinq plus grandes entreprises.
Source : CEMEC.

Figure 7
Déficit (excédent) budgétaire primaire et taux d'intérêts en % du PIB



En gris foncé : excédent (déficit) primaire ; en pointillé : taux d'intérêt nominal (SELIC) ; en gris moyen : déficit budgétaire.
Source : Banque Centrale.